

Aperçu de l'investissement responsable

PRODUIRE UN IMPACT POSITIF



Gestion de patrimoine
Dominion valeurs mobilières

Premier trimestre de 2024

TENDANCES ESG EN 2024

Résumé des principaux thèmes de RBC Marchés des Capitaux en matière d'environnement, de société et de gouvernance (ESG) en 2024

1. L'importance des mots : plus de précision pour plus d'impact

Au cours des dernières années, on a graduellement accolé d'autres concepts au sigle « ESG », ce qui a dénaturé le sens premier du terme et accentué sa politisation, surtout aux États-Unis. Beaucoup de réactions négatives suscitées par ce terme découlent d'un manque fondamental de compréhension ou de déformations.

Vers la fin de 2023, trois organisations influentes, soit le CFA Institute, la Global Sustainable Investment Alliance (GSIA) et les Principes pour l'investissement responsable (PRI), ont publié un ensemble de définitions communes pour harmoniser la compréhension et l'application des différentes approches en matière d'investissement responsable.

Les cinq approches d'investissement responsable sont les suivantes :

- la présélection ;
- l'intégration des critères ESG ;
- l'investissement thématique ;
- l'intendance ;
- l'investissement d'impact.

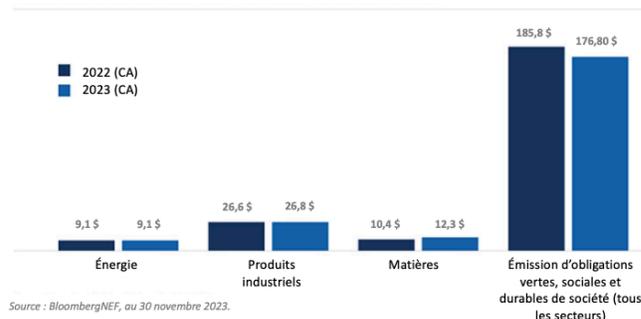
Les termes employés et la détermination de ce domaine s'avèrent extrêmement importants pour éviter l'écoblanchiment. Des progrès ont été réalisés pour relever les défis associés à l'écoblanchiment (p. ex. beaucoup de pays ont imposé des exigences quant à la communication de renseignements sur le développement durable), mais ce phénomène demeure préoccupant pour beaucoup.

Au fil de l'évolution du marché, l'emploi de termes plus précis et uniformes aidera à dissiper les ambiguïtés et réorientera l'attention sur la première intention de l'usage de données ESG pour l'investissement, c'est-à-dire la compréhension des facteurs à l'origine des occasions, des risques et de la création de valeur.

2. Les solutions pragmatiques et crédibles accélèrent la décarbonation de l'économie réelle

Malgré un ralentissement généralisé du marché des titres de créance durable l'an dernier, l'année 2023 a été marquée par une augmentation globale des émetteurs dans les secteurs où il est le plus difficile de réduire les émissions (comme ceux de l'énergie, des produits industriels et des matériaux).

L'émission d'obligations vertes, sociales, durables ou liées au développement durable dans les secteurs difficiles à décarboner est demeurée résiliente dans le contexte d'un ralentissement général du marché (G\$ US)



Source : BloombergNEF, au 30 novembre 2023.

Source : BNEF (au 30 novembre 2023)

L'année 2024 s'annonce tout aussi importante pour les marchés du carbone. Même dans les scénarios les plus ambitieux en matière de carboneutralité, il faudra composer tous les ans avec au moins sept milliards de tonnes d'émissions résiduelles produites par des secteurs ayant peu d'options de décarbonation¹.

Résumé des principaux thèmes de RBC Marchés des Capitaux en matière d'ESG en 2024, suite de la page 1



Cette situation exigera de vastes mesures d'élimination du dioxyde de carbone, comme des solutions climatiques fondées sur la nature (p. ex. reboisement) et des solutions techniques ou technologiques (p. ex. capture directe du dioxyde de carbone).

L'intensification des mesures d'élimination du dioxyde de carbone pour répondre à cette demande constitue à la fois un défi et une occasion d'envergure et elle nécessite des investissements de 130 milliards de dollars chaque année d'ici 2050². Les marchés du carbone constituent l'une des manières d'y parvenir graduellement, puisqu'ils joueront un rôle essentiel dans la facilitation de la transition vers une économie carboneutre.

3. Une nouvelle ère pour la communication d'information sur le développement durable

En 2024, on s'attend à une adoption plus vaste de la communication d'information sur le développement durable par voie de règlements. L'achèvement de la première série de normes de l'International Sustainability Standards Board (ISSB) en matière d'information sur le développement durable (normes de l'ISSB) a marqué une étape de développement cruciale pour le marché mondial de la finance durable³.

Les normes de l'ISSB sont entrées en vigueur pour les périodes de publication des résultats commençant le 1^{er} janvier 2024 ou après ; les investisseurs peuvent donc s'attendre à la publication des premiers rapports conformes aux normes de l'ISSB en 2025.

En juillet 2023, l'Organisation internationale des commissions de valeurs (OICV), organisme mondial de normalisation du secteur des valeurs mobilières de plus de 95 % des marchés financiers de la planète, a approuvé les normes de l'ISSB et invité ses membres à y adhérer⁴.

Pourquoi ces données sont-elles déterminantes dans le domaine de l'investissement responsable ?

Les investisseurs cherchent de plus en plus de renseignements sur les occasions et les risques faisant partie intégrante des chaînes logistiques, et les consommateurs veulent comprendre l'empreinte et le cycle de vie des produits qu'ils se procurent et les sociétés dans lesquelles ils investissent : voilà pourquoi les données sont essentielles.

Les attentes en matière d'information continueront de croître en 2024 et au cours des prochaines années. Par exemple, dans le cas précis de la chaîne logistique, les investisseurs demanderont plus de renseignements sur les émissions de gaz à effet de serre du périmètre 3 (les émissions de la chaîne de valeur d'une organisation), l'approvisionnement responsable en métaux critiques, la biodiversité, l'utilisation des sols et les conditions de travail.

L'attention croissante portée à la collecte de données exactes, au suivi et à la mesure du rendement obligera les entreprises à investir dans de nouveaux outils et à renforcer leurs engagements auprès des partenaires de l'ensemble de la chaîne logistique.

Les difficultés et les problèmes pourraient s'accroître durant l'intégration de l'information sur le développement durable et les finances, notamment en raison de l'infrastructure sous-jacente (données, systèmes, processus et contrôles). À mesure que les entreprises s'efforcent de rendre leurs rapports sur le développement durable conformes aux modalités de leurs assurances, certains types de renseignements, surtout en ce qui concerne la chaîne de valeur, peuvent être limités au départ. Les données sur le développement durable provenant directement des activités d'une entreprise pourraient être conformes plus rapidement aux modalités des assurances, puisque la collecte de renseignements sur la chaîne logistique auprès des partenaires prendra sans doute plus de temps.

1. H.J. Buck, W. Carton, J.F. Lund, et coll. « Why residual emissions matter right now », Nature Climate Change, vol. 13, 2023, pages 351 à 358. Adresse : <https://doi.org/10.1038/s41558-022-01592-2>. Sixième rapport d'évaluation (AR6) du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) – Limitation ou aucun dépassement de la trajectoire 1,5 °C. La fourchette prévue des émissions résiduelles va de 6,79 GtCO₂e à 11,87 GtCO₂e.

2. McKinsey & Company, Global Energy Perspective 2022. Scénario des engagements atteints.

3. En consolidant les travaux antérieurs des initiatives d'information menées par le marché et axées sur les investisseurs, ce qui comprend les normes Sustainability Accounting Standards Board (SASB) et les recommandations du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (GIFCC), les normes de l'ISSB ont été conçues pour aider les entreprises à présenter aux investisseurs leurs renseignements sur le développement durable de manière cohérente, comparable et utile pour la prise de décisions.

4. Organisation internationale des commissions de valeurs. IOSCO endorses the ISSB's Sustainability-related Financial Disclosures Standards, 25 juillet 2023. Communiqué de presse.

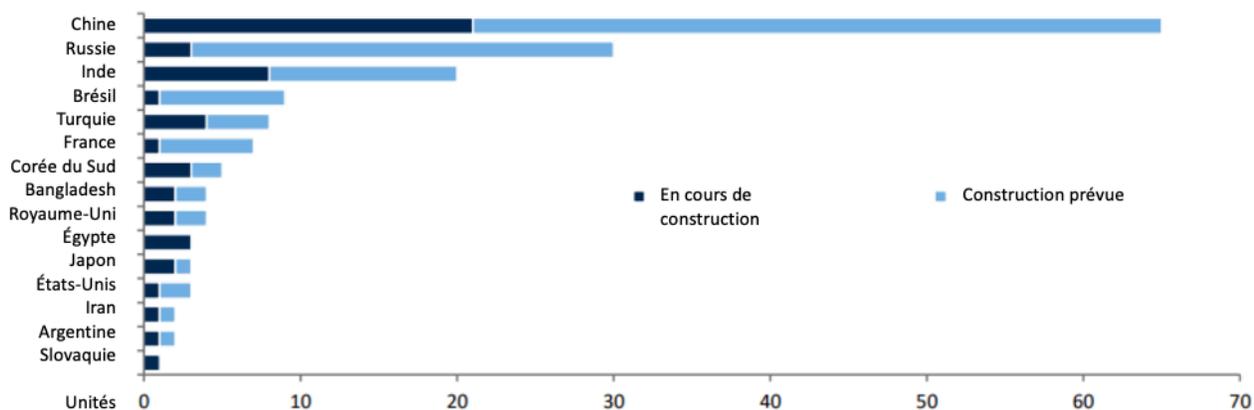
Le coup de pouce dont le nucléaire avait besoin

Le secteur nucléaire est en train de renaître dans le cadre de la transition énergétique mondiale alors que l'incertitude plane sur la sécurité économique et énergétique et qu'on assiste à un basculement générationnel des préférences. Il reste cependant confronté à des obstacles à moyen terme, soit les coûts en capital élevés et les défis liés à la construction. Nous vous présentons quelques occasions de placement dans ce secteur.

Un vent de changement souffle sur le secteur de l'énergie nucléaire. Après des décennies de sous-investissement, c'est-à-dire depuis les années 1980, l'énergie nucléaire retient de plus en plus l'attention des investisseurs et du public. Des fonds de placement axés sur le développement durable commencent à y affecter des capitaux. Après avoir été influencée par des accidents comme ceux de Chernobyl et de Fukushima, la perception du public s'améliore graduellement, à mesure que le secteur s'attaque aux problèmes de sécurité et met l'accent sur le développement durable.

Le secteur des centrales nucléaires (qui produisent de la chaleur et de l'électricité au moyen de la fission nucléaire) est bien placé pour croître, car il bénéficie de la demande d'énergie propre. Quelque 60 nouveaux réacteurs sont en cours de construction dans le monde, et la construction de 100 réacteurs supplémentaires est prévue. Compte tenu du défi que représente la transition énergétique et de la montée des tensions géopolitiques, le nucléaire se démarque comme source d'énergie de base fiable et sobre en carbone. La technologie a fait des progrès qui ont permis d'améliorer considérablement la sécurité et de diminuer le plus possible les déchets. Tout cela ouvre la voie à un changement positif et à une possible renaissance du secteur.

Centrales nucléaires en cours de construction ou dont la construction est prévue, en date de septembre 2023 – plus de la moitié sont en Chine ou en Russie



Sources : Association nucléaire mondiale, RBC Marchés des Capitaux.

La décarbonation, une étape nécessaire

Tout comme l'énergie solaire, éolienne, géothermique ou hydroélectrique, l'énergie nucléaire produit peu d'émissions directes de carbone. Puisqu'il est urgent d'atteindre les cibles de carboneutralité mondiales, les décideurs se tournent vers le nucléaire en complément des sources renouvelables et des centrales au gaz naturel à faibles émissions. D'après l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la production d'énergie nucléaire devra doubler d'ici 2050 si l'on veut réaliser les objectifs de carboneutralité¹. Pour y arriver à temps et de manière économique, il se peut qu'on ne puisse pas compter uniquement sur les sources d'énergie renouvelables, malgré la forte croissance attendue au cours des prochaines décennies.

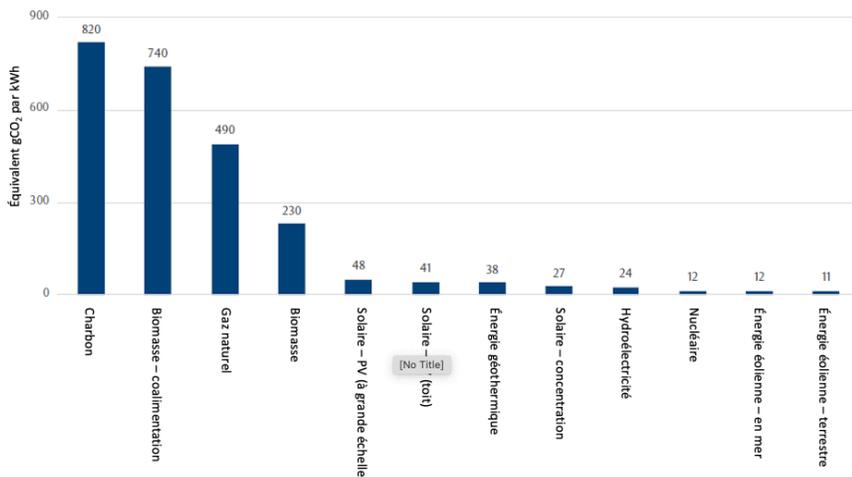
Si l'on tient compte des émissions du cycle de vie, c'est-à-dire les émissions indirectes associées à la construction des centrales et à l'élimination des déchets, le nucléaire est assez comparable

aux autres sources d'énergie. En effet, le nucléaire exige moins de matériaux de construction, a une durée de vie utile supérieure (40 à 100 ans, alors que les panneaux solaires et les parcs éoliens doivent être remplacés tous les 20 à 30 ans) et occupe moins d'espace (les centrales solaires et les parcs éoliens ont besoin de 75 et de 360 fois plus d'espace, respectivement, pour produire la même quantité d'électricité)².

Sans le nucléaire, il sera plus difficile et plus coûteux d'atteindre les objectifs de carboneutralité. En effet, l'AIE fait remarquer que, sans le nucléaire, il faudra investir 500 milliards de dollars supplémentaires et que les factures d'électricité des consommateurs augmenteront de 20 milliards de dollars par année d'ici 2050³. De toute évidence, pour atteindre nos objectifs climatiques, il faudra avoir recours à un mélange équilibré de sources d'énergie à faibles émissions, dont le nucléaire.

Le coup de pouce dont le nucléaire avait besoin, suite de la page 3

Le nucléaire parmi les sources d'énergie qui produisent le moins d'émissions



Sources : AIE, RBC Marchés des Capitaux.

Une solution à faible coût

La fiabilité du nucléaire pour la production d'électricité de base en fait une source d'énergie utile. Les centrales nucléaires produisent de l'électricité 93 % du temps, tandis que les sources d'énergie renouvelables intermittentes, comme l'éolien et le solaire, en génèrent 35 % et 25 % du temps, respectivement⁴. Les sources renouvelables exigent non seulement de la capacité supplémentaire, mais elles ont aussi besoin d'une source de rechange ou de batteries pour stocker l'énergie, ce qui fait augmenter les coûts et les émissions qui leur sont associés.

Bien que les études du secteur indiquent que le nucléaire est concurrentiel lorsqu'on tient compte des coûts de l'ensemble du système, la réalité est souvent différente. Les dépassements de coûts et les retards de construction sont fréquents, si bien que l'électricité produite finit par coûter nettement plus cher que les estimations de départ. Cependant, certains avancent que les projets nucléaires ont de meilleures chances de succès devant eux. Les techniques de construction modulaire employées

pour les nouvelles centrales ont le potentiel de réduire la complexité et les risques, tandis que le savoir technologique et l'expérience permettront de réaliser des gains d'efficacité. En outre, les gouvernements peuvent contribuer à faire baisser les coûts par des engagements à long terme, du financement et une réglementation claire entourant les processus de délivrance de permis et de construction.

L'une des façons les plus simples et abordables d'accroître la capacité nucléaire est de prolonger la durée de vie des centrales existantes. Selon l'AIE, il est possible d'ajouter de 20 à 40 ans aux réacteurs qui avaient été conçus pour durer 40 ans. Les pays concernés ont ainsi l'occasion de conserver les avantages économiques de la production d'énergie de base sans carbone, à un faible coût marginal. Les coûts et les risques de construction sont également moindres⁵. En outre, lorsque la durée de vie des centrales est prolongée, l'énergie nucléaire devient concurrentielle par rapport aux énergies solaire et éolienne dans de nombreuses régions.

Le coup de pouce dont le nucléaire avait besoin, suite de la page 4



Initiatives gouvernementales et réglementaires

Dans le sillage de la guerre entre la Russie et l'Ukraine et de la flambée des prix de l'énergie qui a suivi, les politiques nucléaires ont changé pour assurer la sécurité et l'indépendance énergétiques. Les gouvernements réévaluent l'importance de diversifier les sources d'énergie et les fournisseurs et d'avoir un portefeuille qui peut offrir de la flexibilité à court terme et une capacité adéquate lors des périodes de forte demande⁵. Le graphique ci-dessous montre que, jusqu'à présent, la croissance de la capacité est demeurée stable aux États-Unis et en Europe de l'Ouest. La capacité a surtout augmenté en Europe de l'Est et en Asie.

Les initiatives récentes prises par les gouvernements du monde entier témoignent de leur volonté de réduire les risques liés aux projets nucléaires et de l'importance stratégique de cette technologie pour la carboneutralité⁵. Par exemple, aux États-Unis, la loi sur la réduction de l'inflation prévoit un crédit d'impôt pour l'énergie nucléaire, tandis que la loi CHIPS soutient le développement de réacteurs de pointe⁶. Dernièrement, le Canada s'est engagé à tripler sa capacité de production d'énergie nucléaire d'ici 2050⁷. L'annexe contient d'autres exemples de politiques favorables au nucléaire dans différentes régions.

Les décisions relatives à l'énergie nucléaire ne touchent pas uniquement l'économie. Elles tiennent compte d'autres aspects, comme la stratégie sur les ressources nationales, la non-prolifération des armes et les relations géopolitiques. La collaboration entre les pays occidentaux sur le nucléaire a favorisé les transferts de technologie et l'intégration économique, lesquels peuvent contribuer à une meilleure harmonisation des politiques. La Russie et la Chine ont été plus actives pour ce qui est d'exporter leurs technologies nucléaires ; leur domination dans le secteur a également favorisé l'intégration et la coopération politique⁵.

Adhésion du public et des investisseurs

La perception des gens a été ternie par les accidents survenus dans des centrales comme celles de Three Mile Island (États-Unis, 1979), de Chernobyl (Ukraine, 1986) et de Fukushima (Japon, 2011), de même que par l'utilisation du nucléaire pour créer des armes. Elle serait cependant en train de s'améliorer, autant chez le public que chez les politiciens.

RBC Marchés des Capitaux croit que le secteur et les gouvernements ont fait du bon travail pour informer (et peut-être convaincre) le public des avantages du nucléaire. Un public bien informé doit tout de même être sûr que les avantages l'emportent sur les risques et que l'accent est mis sur la sécurité opérationnelle, la gestion du combustible épuisé et la prévention de la prolifération des armes. L'opinion publique devrait continuer d'évoluer positivement tandis que le secteur renforce son bilan en matière de sécurité, de fiabilité et de durabilité sur le plan de l'environnement⁵.

En fait, les accidents majeurs sont rares et le nucléaire est relativement sécuritaire par rapport à de nombreuses technologies de production d'électricité. Une personne qui habite à côté d'une centrale nucléaire pendant un an est exposée à moins de radiations qu'en passant une radiographie chez le dentiste. Qui plus est, tous les déchets de combustible épuisé produits par les États-Unis dans les 60 dernières années pourraient remplir un seul terrain de football, à une profondeur de dix mètres. Il y a aussi des façons de les recycler⁵. L'intérêt envers le nucléaire devrait continuer à croître à mesure que les faits sont mieux compris du public.

Le coup de pouce dont le nucléaire avait besoin, suite de la page 5

Encore des obstacles à surmonter

L'un des plus gros freins au développement nucléaire est le défi que représente la construction. Bon nombre de projets dans le monde dépassent les budgets et subissent des retards. Ces embûches font augmenter le coût global de l'énergie nucléaire, ce qui nuit à son adoption et à la perception des investisseurs. Les projets peuvent prendre près d'une décennie à mener à bien, accroissant ainsi la complexité et le risque associés. Les projets éoliens et solaires ont de bien meilleurs antécédents ; ils sont donc moins risqués pour les investisseurs.

Cela dit, il y a des raisons de croire que le problème des coûts peut être surmonté. On peut opter pour de petits réacteurs modulaires afin de faciliter le transport et de réduire les coûts initiaux. Il est également possible d'en concevoir de plus grands pour simplifier les choses et d'avoir recours à l'automatisation. En Chine, certains projets ont pu être réalisés en à peine cinq ans, repoussant ainsi les limites de la construction⁵. La prolongation de la durée de vie des centrales, comme il a déjà été mentionné, est une autre façon de réduire les coûts. Ces facteurs devraient aider plus de projets à aller de l'avant.

La réglementation a elle aussi un effet dissuasif. Vu les risques de sécurité liés à l'énergie nucléaire, il est logique que la réglementation soit stricte. Cependant, les règles évoluent constamment. Elles peuvent même changer pendant les processus de délivrance des permis et de construction, qui prennent du temps. Il incombera aux gouvernements de mettre en place un cadre robuste et stable, tout en donnant la priorité à la sécurité⁶.

Aussi attrayant que le nucléaire nous paraisse aujourd'hui, de nombreuses entreprises du secteur énergétique se sentent menacées par toute croissance de l'énergie nucléaire. Surtout si leur « part du gâteau » de la transition diminue. Soucis d'abordabilité, rareté des capitaux et coût en capital croissant pourraient inciter les investisseurs et les gouvernements à choisir la voie de la moindre résistance (éolien, solaire, gaz) et à renoncer aux avantages à plus long terme du nucléaire⁷.

En tant qu'investisseurs, nous devons analyser autant les avantages que les inconvénients pour évaluer la viabilité du nucléaire.

Occasions de placement

En Amérique du Nord, le principal moyen d'investir dans l'énergie nucléaire est de passer par les secteurs des services publics, des produits industriels et des matières.

Les services publics et les producteurs d'énergie indépendants ont l'appétit nécessaire pour investir dans des centrales nucléaires – avant que leur construction commence et jusqu'à ce qu'elles soient opérationnelles –, tant que le profil de risque du projet est suffisamment attrayant. Cela comprend les coûts de construction, la certitude des revenus, l'approvisionnement en combustible, la politique gouvernementale et le cadre réglementaire, ainsi que le déclassement et la gestion des déchets.

Partout dans la chaîne de valeur, des sociétés industrielles participent en fournissant le service et le soutien nécessaires aux centrales électriques existantes. Cela dit, le sous-investissement des dernières décennies fait en sorte qu'il est plus difficile d'attirer de nouveaux talents dans le secteur. Il faut s'attendre à ce qu'une meilleure gestion de projet, du recrutement supplémentaire et la formation de main-d'œuvre spécialisée occupent une place importante à l'avenir.

L'extraction minière de l'uranium et le traitement nécessaire pour le transformer en combustible pour les réacteurs (conversion, enrichissement et fabrication) joueront un rôle crucial dans la croissance future du secteur nucléaire. RBC Marchés des Capitaux prévoit un déficit modéré pour le marché de l'uranium dans les années 2020, puis un déficit potentiellement important d'ici les années 2030. La croissance du marché sera stimulée par la recherche d'indépendance vis-à-vis de la Russie et par le renforcement de la capacité d'enrichissement en Occident. Les ressources en uranium ne sont pas rares ; elles sont simplement inexploitées. Attendez-vous à ce que les clients des services publics aident à en financer la production au moyen de contrats à long terme.

Communiquez avec votre conseiller RBC pour en savoir plus sur les occasions de placement dans votre région.

1. Agence internationale de l'énergie (AIE), Nuclear Power, juillet 2023. Rapport.
2. BofA Global Research. The RIC Report – The nuclear necessity, mai 2023.
3. Agence internationale de l'énergie (AIE), Nuclear Power, juillet 2023. Rapport.
4. BofA Global Research. The RIC Report – The nuclear necessity, mai 2023.
5. Recherche sur actions de RBC. « Climate of change for nuclear energy », RBC Imagine, novembre 2023.
6. https://www.rbcinsight.com/wm/Share/ResearchViewer/?SSS_C3D663894D10AA5677300C2DFAEBDE0E
7. <https://ressources-naturelles.canada.ca/energie/ressources/cooperation-international-en-matiere-denergie/cop28-declaration-qui-vise-tripler-la-capacite-de-production-denergie-nucleaire-2023/25592>

Biodiversité

Investir dans l'actif le plus important au monde

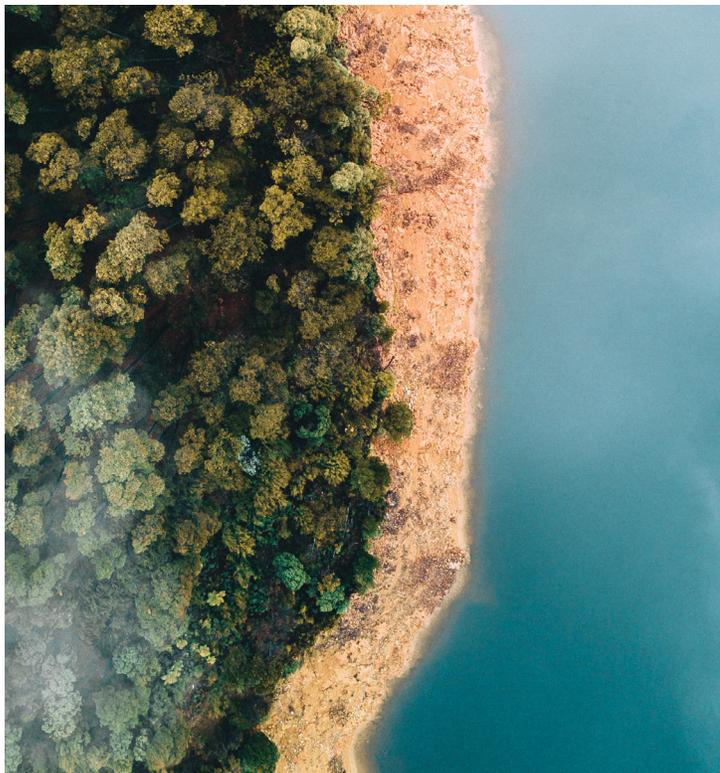
Il est fondamental d'investir dans des solutions visant à contrer la perte de nature et de biodiversité pour réduire les changements climatiques et les risques liés à la nature.

Les gouvernements, les investisseurs, les sociétés et autres parties prenantes accordent de plus en plus d'attention à la crise croissante de la perte de nature et de biodiversité, puisqu'elle pose des risques importants pour les sociétés, les économies et le bien-être des générations actuelles et futures.

La pandémie de COVID-19 a démontré clairement les risques que pose une mauvaise gestion du capital naturel par l'être humain. Le virus SRAS-CoV-2 était sans doute d'origine naturelle et il a démontré à quel point les risques peuvent être considérables et perturbateurs.

Une biodiversité florissante est essentielle aux solutions à la crise climatique et elle offre des possibilités économiques non négligeables. L'Organisation des Nations Unies (ONU) considère la biodiversité comme la défense naturelle la plus puissante contre les changements climatiques¹. Les transitions et projets positifs pour la nature peuvent générer une valeur commerciale annuelle pouvant aller jusqu'à 10,1 billions de dollars américains et créer 395 millions d'emplois d'ici 2030, selon les estimations du Forum économique mondial².

En tant que société, il est clair que nous ne pouvons pas résoudre la crise climatique sans nous attaquer à la crise de la nature. Il est donc de plus en plus essentiel de comprendre l'importance financière de la nature et de la biodiversité dans le secteur des placements.



Pourquoi la biodiversité est-elle importante ?

La biodiversité se définit comme étant la variété de toutes les espèces vivantes sur Terre. Elle contribue au maintien d'écosystèmes sains et vitaux, notamment en fournissant de la nourriture et de l'eau propre ainsi qu'en remplissant des fonctions invisibles nécessaires à la vie telles que la protection contre les inondations, le cycle des nutriments, la filtration de l'eau et la pollinisation. Elle est indispensable à la préservation d'un capital naturel de grande qualité. À titre d'exemple, on estime qu'un seul chêne peut assurer la subsistance de 2 300 espèces différentes d'insectes, de champignons, de plantes et d'oiseaux³.

Qu'est-ce que le « capital naturel » ?

Le capital naturel correspond au stock mondial d'actifs naturels, ce qui comprend la géologie, le sol, l'air, l'eau et tous les êtres vivants. Les êtres humains tirent une vaste gamme de services de ce capital naturel, comme de la nourriture, de l'eau et des matières végétales servant à la production de carburants, de matériaux de construction et de médicaments.

Les répercussions financières de la biodiversité

Les investisseurs reconnaissent la perte de nature et de biodiversité comme un risque systémique pour la société, les affaires et l'économie. Selon le Forum économique mondial, plus de la moitié du produit intérieur brut (PIB) mondial, soit environ 44 billions de dollars américains, dépend modérément ou fortement de la nature et de ses services⁴.

L'importance cruciale de plus de 20 000 espèces pollinisatrices pour la production alimentaire mondiale illustre bien cette dépendance. En effet, nous sommes en partie tributaires de ces pollinisateurs pour plus de 75 % des types de cultures alimentaires à l'échelle planétaire et environ 35 % de la production alimentaire mondiale⁵. Pourtant, le principal facteur de perte de biodiversité demeure notre utilisation des sols, surtout pour la production alimentaire⁶.

Notre relation avec la nature repose sur un équilibre délicat, et les entreprises qui ont une incidence directe sur la nature ou qui en dépendent sont généralement les plus exposées aux risques liés à la nature. Ces risques peuvent perturber les activités ou les chaînes de valeur des entreprises, ce qui peut avoir des répercussions sur leur profil risque-rendement en tant qu'actifs investissables et nuire à leur survie à long terme⁷.

Le secteur agricole illustre bien de quelle manière une forte dépendance envers la nature – et le fait d'avoir une influence sur celle-ci – peut avoir un effet sur le rendement financier d'une entreprise.

Biodiversité, suite de la page 7

La diminution des précipitations et la vulnérabilité accrue aux parasites constituent des risques physiques pouvant miner le rendement des cultures et réduire la valeur d'une terre. L'augmentation des coûts liés à l'adoption d'autres méthodes agricoles et de nouvelles cultures résistantes à la sécheresse et aux maladies met en évidence le risque que comporte la transition. En outre, les amendes ou dommages pouvant découler de l'effet du ruissellement des engrais sur la qualité des eaux souterraines peuvent exposer une entreprise à un risque de responsabilité.

La prochaine frontière du développement durable

Pour restreindre les risques liés à la nature, il faut investir de manière considérable dans des solutions visant à contrer la perte de nature et de biodiversité. Le manque de financement est cependant colossal. Comme l'indique le rapport *State of Finance for Nature* de l'ONU, il faut combler un financement de 4,1 billions de dollars américains d'ici 2050 pour limiter le réchauffement de la planète, mettre fin à la perte de biodiversité et favoriser l'atteinte de la neutralité en termes de dégradation des terres⁷.

Le secteur privé doit en faire davantage. Pour l'instant, seulement 17 % des investissements dans les solutions fondées sur la nature à l'échelle mondiale, soit 26 milliards de dollars américains

par an, proviennent de l'industrie privée⁸. On observe cependant des signes de progrès. Bien que seulement 10 % des institutions financières mesurent actuellement l'incidence de leur portefeuille sur les forêts et l'eau, 30 % prévoient le faire d'ici deux ans⁹.

Les solutions tirant parti de la nature, comme le reboisement, l'agriculture régénératrice et la restauration des zones humides, figurent parmi les outils les plus rentables et efficaces dans la lutte contre les changements climatiques. De même, les produits et services atténuant les pressions exercées sur l'utilisation des terres et de la mer, réduisant la demande de ressources naturelles et diminuant la pollution sont tous essentiels au maintien de notre réserve de capital naturel.

L'évaluation des répercussions possibles de la perte de nature sur les rendements attendus des portefeuilles deviendra plus importante pour les investisseurs. En soutenant les entreprises qui mettent en œuvre des politiques et pratiques rigoureuses de gestion de la biodiversité et en privilégiant les produits qui favorisent la conservation et l'utilisation durable des terres, les investisseurs peuvent protéger le capital naturel, contribuer au développement durable et peut-être atténuer le risque financier.



Gestion de patrimoine
Dominion valeurs mobilières

1. Organisation des Nations Unies. Pourquoi la biodiversité est importante. Adresse Web : <https://www.un.org/fr/climatechange/science/climate-issues/biodiversity>.
2. Forum économique mondial. New Nature Economy Report II: The Future of Nature and Business, 14 juillet 2020. Adresse Web : www.weforum.org/publications/new-nature-economy-report-ii-the-future-of-nature-and-business/.
3. Alice Broome, et coll. Ecological implications of oak decline in Great Britain, Forest Research, mai 2021. Adresse Web : <https://cdn.forestresearch.gov.uk/2021/05/frn040.pdf>.
4. Forum économique mondial. Nature Risk Rising: Why the Crisis Engulfing Nature Matters for Business and the Economy, janvier 2020, www3.weforum.org/docs/WEF_New_Nature_Economy_Report_2020.pdf.
5. M. A Aizen, et coll. « Global agricultural productivity is threatened by increasing pollinator dependence without a parallel increase in crop diversification », *Global Change Biology*, vol. 25, n° 10, 2019, pages 3516 à 3527.
6. Organisation des Nations Unies. Pourquoi la biodiversité est importante. Adresse Web : <https://www.un.org/fr/climatechange/science/climate-issues/biodiversity>.
7. Réseau pour le verdissement du système financier. NGFS acknowledges that nature-related risks could have significant macroeconomic and financial implications, 24 mars 2022. Communiqué de presse. Adresse Web : www.ngfs.net/en/communiqué-de-presse/ngfs-acknowledges-nature-related-risks-could-have-significant-macroeconomic-and-financial.
8. Programme des Nations Unies pour l'environnement. State of Finance for Nature, 20 juin 2023. Adresse Web : www.unep.org/resources/report/state-finance-nature.
9. CDP. Financial Institutions Failing To Integrate Nature And Climate: New Report Warns Inaction On Nature Impedes Net-Zero Ambitions, 17 août 2023. Adresse Web : <https://www.cdp.net/fr/articles/media/financial-institutions-failing-to-integrate-nature-and-climate-new-report-warns-inaction-on-nature-impedes-net-zero-ambitions>.

Les procédés de contrôle diligent ne sont pas une garantie de bénéfice ni une protection contre la perte. Comme tous types de placements, l'investissement en fonction des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) et l'investissement responsable comportent des risques, y compris celui de perdre le capital investi. Les rendements antérieurs ne sont pas garants des résultats futurs. Le présent document ne tient pas compte de la situation financière individuelle, des objectifs d'investissement, des critères ESG, ni des autres préférences personnelles des destinataires. Il est impossible d'investir directement dans un indice. Nulle disposition dans le présent document ne constitue un conseil juridique, comptable ou fiscal ni un conseil en placement adapté individuellement. Veuillez discuter des répercussions fiscales ou juridiques de vos placements avec votre conseiller fiscal ou juridique indépendant.

Ces renseignements ne constituent pas des conseils de placement et doivent être utilisés uniquement dans le cadre d'une discussion avec votre conseiller en placement de RBC Dominion valeurs mobilières inc. Ainsi, votre situation sera prise en considération comme il se doit et les décisions seront fondées sur l'information la plus récente. Les renseignements contenus dans les présentes ont été puisés à des sources jugées fiables au moment où ils ont été obtenus. Le présent rapport ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation d'offre d'achat de titres et ne doit en aucun cas être interprété comme telle. Les portefeuilles de RBC Dominion valeurs mobilières inc. peuvent parfois inclure des titres mentionnés dans les présentes. Dans la mesure permise par la loi, ni RBC Dominion valeurs mobilières, ni les sociétés qui lui sont affiliées, ni toute autre personne, n'acceptent de responsabilité quant à toute perte directe ou indirecte découlant de l'utilisation du présent rapport ou des renseignements qui y sont contenus. Le présent document ne peut être reproduit ou copié de quelque manière que ce soit sans le consentement écrit préalable de RBC DVM, obtenu avant chaque reproduction ou copie. RBC Dominion valeurs mobilières inc.* et la Banque Royale du Canada sont des entités juridiques distinctes et affiliées. * Membre-Fonds canadien de protection des investisseurs. RBC Dominion valeurs mobilières inc. est une société membre de RBC Gestion de patrimoine, division opérationnelle de Banque Royale du Canada. ®/MC Marque(s) de commerce de Banque Royale du Canada utilisée(s) sous licence. © RBC Dominion valeurs mobilières inc., 2024. Tous droits réservés. 24_90083_2224 (05/2024)